

MOUVEMENTS

- *Luttes féministes au Brésil*
- *Excision : de quel(s) droit(s) ?*
- *Luttes de femmes, luttes féministes ?*
- *Iran : 10 ans de pouvoir islamique*
- *Soutien aux femmes mariées de force*
- *Viol conjugal : un crime*
- *Collectif féministe contre le viol*

LUTTES FÉMINISTES AU BRÉSIL

Notes sur un récent voyage : avril-mai 1989

Au Brésil, le Conseil National des Droits des Femmes n'a pas le statut de ministère mais de sous-secrétariat d'État rattaché au ministère de la Justice. Jacqueline Pitanguy assure la Présidence du Conseil National. En outre, dans chaque État de cet immense pays qui représente dix-sept fois la France, on trouve un Conseil de la Condition des Femmes.

Le dynamisme des féministes brésiliennes, que ce soit dans ou hors de l'institution, est remarquable. Nous n'en voulons pour preuve que les énormes pressions exercées par le patronat brésilien sur le Président de la République pour dissoudre le Conseil National. Que reproche-t-on aux féministes ? De défendre les droits des travailleuses. Ainsi, elles ont obtenu cent-vingt jours de repos pour la femme après une naissance et cinq jours de congé au père à l'occasion d'une naissance. Quant aux domestiques qui représentaient jusqu'à récemment encore le plus gros secteur d'emploi pour les femmes, elles ont enfin obtenu un statut grâce à l'action des féministes alors qu'elles n'avaient jusqu'ici aucun droit. Désormais, elles gagnent jusqu'à trois salaires minima, touchent le troisième mois, bénéficient de la sécurité sociale, et d'un mois de vacances payé. En revanche, la durée de travail par jour n'est pas réglementée mais elles doivent disposer d'un jour entier de congé par semaine.

Le taux d'activité des femmes au Brésil a augmenté comme en Europe occidentale mais, également comme en Europe, l'écart entre les salaires féminins et masculins s'est aggravé. On estime aujourd'hui que les femmes ne gagnent que 48 % du salaire moyen masculin. C'est encore trop sans doute pour le patronat brésilien qui trouve que les droits sociaux arrachés par les féministes pour les travailleuses sont trop élevés.

N.Q.F. nos 16-17-18, 1991

Féminisme et droit à l'avortement.

Actuellement la loi brésilienne fait encore de l'avortement un crime. L'avortement n'est autorisé que dans trois cas : viol, défauts génétiques du fœtus et santé de la femme. Les féministes demandent la décriminalisation de l'avortement. Elles s'opposent et luttent énergiquement contre toutes les tentatives de l'Église catholique de stopper toute libéralisation.

Ainsi elles ont réussi à ce que la disposition déclarant que « la vie doit être protégée dès la conception », disposition présentée par l'Église catholique, ne soit pas insérée dans la nouvelle Constitution brésilienne qui vient d'être adoptée. Benedicta Da Silva (la seule femme députée noire au Parlement fédéral, qui habite un bidonville de Rio) a organisé une réunion de toutes les femmes de gauche et de droite, élues au Parlement fédéral, pour discuter des droits des femmes : elle y a demandé la décriminalisation de l'avortement bien qu'elle soit évangéliste. Lucia Arruda, jeune députée du Parti des Verts au Parlement de Rio de Janeiro, a présenté une proposition de loi au Parlement de Rio demandant que les conditions soient créées pour que les femmes puissent pratiquer l'avortement dans de bonnes conditions quand elles y ont droit (les trois conditions mentionnées ci-dessus). Le Gouverneur de l'État de Rio, Lionel Brizola et le Parlement du même État ont d'abord dit oui mais, sur un coup de téléphone du Cardinal Arns, ils ont fait marche arrière. Lucia Arruda a quand même réussi à faire accepter sa proposition de loi par le Conseil de la Municipalité de la Ville de Rio qui totalise huit millions d'habitants.

Le problème de l'avortement est maintenant discuté dans toute la société brésilienne et dans la presse. Un article de *Diario Popular* du 22 avril 1989 porte en gros titre : « L'avortement est seulement interdit aux pauvres ». Les femmes qui peuvent se le permettre paient 700 cruzados pour se procurer un avortement effectué par la méthode d'aspiration dans de bonnes conditions. Les autres recourent à des méthodes clandestines : aiguilles à tricoter ou queue de persil. Dans les cliniques clandestines, les femmes peuvent obtenir un curetage pour 100 cruzados.

Le Conseil National pour la Défense des droits des femmes affirme que le problème de l'avortement est une question de santé publique et qu'il n'est plus possible de traiter ce problème avec hypocrisie. Il soutient que c'est faute d'informations suffisantes sur les méthodes contraceptives que les femmes pratiquent l'avortement comme « ultime recours ». A l'Église catholique brésilienne qui défend la vie depuis la conception et s'oppose à l'avortement, les féministes qui demandent la légalisation de l'avortement répliquent que « dans une société machiste comme la société brésilienne, l'éducation et la formation des enfants échoient toujours aux femmes ». Pour cela, « c'est un motif suffisant pour les femmes d'avoir le droit de choisir d'avoir ou de ne pas avoir un enfant ». C'est là une revendication reprise dans tous les États du pays par les Conseils de la condition des femmes.

Féminisme et contraception.

La contraception n'a été acceptée que récemment au Brésil par les féministes qui étaient influencées par le gauchisme, lequel faisait passer la

contraception comme une stratégie des États-Unis pour diminuer le nombre des pauvres. A son retour au Brésil en 1980, après la chute des militaires et l'avènement de la démocratie, une Brésilienne de retour de France qui demandait la contraception pour les femmes fut traitée de « femme de droite ». Elle a répondu « venez avec moi pour interroger les femmes ». Les femmes ont répondu qu'elles voulaient connaître la contraception et avoir moins d'enfants.

Les statistiques démographiques officielles révèlent que 71 % des femmes brésiliennes de 15 à 54 ans pratiquent une méthode contraceptive et que parmi ces dernières 44 % se sont fait stériliser (Séminaire sur la stérilisation féminine et masculine tenu à Sao Paulo, 8 février 1988). La situation des femmes par rapport à la stérilisation est très différente en fonction des États. Dans le Nord-Est, où la population est très pauvre et où l'analphabétisme est encore élevé, une rumeur circule selon laquelle certaines femmes seraient stérilisées sans en être informées. En revanche, à Sao Paulo, métropole de 11 millions d'habitants favorisée par rapport à d'autres régions, les choses se passeraient normalement : aucune femme ne serait stérilisée sans son consentement. Certaines font d'ailleurs remarquer que la grande fréquence de la stérilisation est liée au fait que personne ne se donne la peine d'informer suffisamment les femmes pour qu'elles puissent choisir librement la méthode de contraception. Les Conseils de chaque région éditent des brochures d'informations à l'usage des femmes mais elles coûtent cher et ne peuvent être diffusées à toutes les femmes. Généralement la stérilisation est proposée par les cliniques ou hôpitaux aux femmes qui ont déjà des enfants. Quand elle s'effectue après un accouchement, elle ne coûte rien. Elle devrait également être gratuite quand les femmes la demandent en dehors de tout accouchement mais en pratique les médecins réclament 100 cruzados. D'après Heleieth Saffioti, sociologue brésilienne, il n'y aurait pas de critères quand on propose la stérilisation aux femmes. Elle connaît des cas de femmes de moins de 30 ans qui ont été stérilisées ; d'après elle, il faudrait combiner l'âge de la femme et le nombre d'enfants.

Grossesses des adolescentes.

La « révolution sexuelle » se solde par la croissance des grossesses chez les adolescentes, un fléau qui, comme l'avortement clandestin, ne frappe que les adolescentes des classes pauvres. On estime que 20 % des mères brésiliennes sont âgées de 13 à 19 ans (à Cuba, le pourcentage s'élèverait à 40 %). Les recherches sont nombreuses dans les universités, en particulier de Sao Paulo. Saffioti estime que cette croissance est liée à la valorisation de la maternité, que ces jeunes adolescentes ne peuvent se valoriser qu'en étant mères, puisqu'elles sont privées de tout (d'éducation, de formation et de vie professionnelles, de lieux de loisirs, etc.). Il faut noter que les conclusions auxquelles est parvenue Saffioti sont aussi celles d'une sociologue américaine qui a enquêté dans les slums de Chicago sur les facteurs de la croissance des grossesses chez les adolescentes.

Prostitution, inceste.

Les recherches en cours révèlent le taux élevé d'incestes commis par les pères sur leurs filles. Les prostituées de Rio se montrent très actives dans

leurs revendications sociales ; elles ont fondé un journal. D'après une sociologue, la misère n'est pas la seule cause de la prostitution. Jouent également un rôle les préjugés concernant la virginité de la fille : dans une ville de 200000 habitants où elle a enquêté, les filles non vierges se disent « perdues » parce qu'elles sont rejetées par leur famille et leur milieu. Ce rejet les conduit à la prostitution.

Les femmes brésiliennes tiennent tête.

Que ce soit les ouvrières agricoles qui du fond du Sertao tiennent tête aux gros propriétaires terriens qui les exploitent ou les femmes qui ont obtenu un mandat politique, la ténacité, le courage, le travail acharné, l'intelligence caractérisent les luttes des femmes et des féministes brésiliennes. Elles tiennent tête à l'Église, principale force d'opposition, qui appelle à voter pour le PT (Parti des Travailleurs dirigé par Lula Da Silva, un syndicaliste), mais intransigeante dans son opposition au droit des femmes à la contraception et à l'avortement. Elles tiennent tête au patronat qui voudrait voir disparaître les mouvements et institutions féministes pour mieux exploiter les ouvrières des villes et des campagnes. Elles tiennent aussi tête à toutes les forces réactionnaires et aux politiciens qui magouillent ou qui pratiquent la corruption.

Les exemples sont innombrables de ces femmes courageuses.

C'est Dorothea, (Werneck), appelée uniquement par son prénom, ministre du Travail à l'échelon fédéral (dans un pays de 130 millions d'habitants) qui menace de démissionner de son poste de ministre si le gouvernement auquel elle appartient adopte un projet de loi qui punit de prison les grévistes. En réalité, en avril et mai, une avalanche de grèves des fonctionnaires (postiers, instituteurs, employés de banque, etc.) balaye le pays, accablé par l'inflation, la hausse des prix et la dette alors que les salaires ne bougent pas. Le raisonnement de Dorothea est simple : on ne punit pas de prison les firmes qui vendent des produits lézant les consommateurs ; il n'est donc pas légitime de punir de prison des fonctionnaires qui n'offrent pas tous les services publics attendus.

C'est Erundina, maire de la deuxième plus grande ville du monde, Sao Paulo, 11 millions d'habitants au dernier recensement de 1985 et qui en a peut-être maintenant 18 millions. Erundina a arrêté les grands travaux qui coûtent cher aux travailleurs et rapportent gros aux capitalistes. Elle préfère favoriser les écoles et offrir un bon déjeuner aux enfants qui les fréquentent. On la critique parce qu'elle permet aux « ambulants » de se promener avec leurs placards publicitaires dans une rue piétonnière. La presse compare « les 100 jours » d'Erundina aux 100 jours de Napoléon, en souhaitant sa prochaine éviction. Elle tient bon, défend le droit des femmes à l'avortement, tout en étant membre du PT (Parti des travailleurs), lequel est soutenu par l'Église.

Nous avons déjà signalé la lutte de Lucia Arruda et de Bénédicte Da Silva. Citons enfin Regina Gordilho, une femme de la classe moyenne de Rio, qui a porté plainte contre un policier de cette ville qui a tué son fils, faussement accusé de transporter de la drogue. Cible de tous les politiciens corrompus de la ville, Regina a été élue députée à la Chambre des députés de Rio pour son courage. Semblable à elle, une femme analphabète des bidonvilles de Rio qui, après avoir reconnu les membres de la police militaire de Rio qui ont tué

son frère, a osé porter plainte devant la justice et est protégée par la population contre les représailles. Il faut savoir en effet que les polices officielles ou para-officielles sont gangrénées par la drogue et la corruption et que ces conflits entre polices et gangs rivaux donnent lieu à de sanglants règlements de compte. Ainsi, au 1er mai 1989, on dénombrait déjà plus de quatre cents assassinats à Rio. Le dimanche 23 avril a vu un record de morts violentes avec plus de cinquante assassinats dans cette seule ville.

Dans un pays où, selon certaines, règne encore « le capitalisme sauvage », les féministes et les femmes en soutenant les femmes les plus pauvres dans leurs revendications légitimes tiennent énergiquement tête aux pouvoirs établis : à l'Église catholique, au patronat, aux militaires qui menacent de reprendre le pouvoir si les grèves ne s'arrêtent pas.

« Pollution par le sida » contre pollution nucléaire.

Le commandant d'un sous-marin nucléaire américain a déclenché une tempête dans la baie de Rio en déclarant qu'il ne laisserait pas descendre ses marins à terre de crainte qu'ils n'attrapent le Sida. On a rétorqué avec indignation que les pays riches ont déjà pollué un merveilleux site touristique à quelques dizaines de kilomètres de Rio, la baie d'Angra où trois centrales nucléaires ont été construites, la première par les États-Unis, les deux autres par les Allemands. Elles ont été édifiées sur un site que les autochtones indiens appelaient « bad stones », parce que la montagne glisse vers la mer. Pour éviter le pire, il a fallu construire un mur pour isoler la centrale de la montagne. Déjà la baignade et la pêche sous-marine sont interdites aux alentours de ces centrales. On estime à 20 milliards de dollars US environ la dette contractée par le Brésil pour la construction de ces centrales dont l'une ne marche pas, l'autre étant inachevée (Angra II et Angra III). Quant à Angra I, elle marche comme un « ver luisant », produisant par intermittence une électricité qui revient très cher, étant donné la fréquence des pannes. A ces 20 milliards, il faut ajouter 10 milliards dépensés par les militaires pour mettre secrètement au point le nucléaire militaire. Au total donc, 30 milliards de dollars US, ce qui représente environ le quart de la dette totale du pays.

La population et l'opinion publique sont conscientes des grands problèmes qui menacent la planète, par suite de la déforestation de l'Amazonie, de l'accumulation des déchets toxiques, des dangers du nucléaire... Les féministes du Brésil savent que pour payer la dette et pour se procurer les devises nécessaires, leur gouvernement vend du bois et d'immenses surfaces d'Amazonie aux multinationales étrangères qui déboisent pour créer des fermes d'élevage. Elles estiment qu'il n'y a pas de solution aux problèmes des femmes et de l'environnement dans le cadre des relations actuelles de domination Nord-Sud et des priorités accordées par leurs dirigeants aux dépenses ostentatoires (dont le nucléaire fait partie), tandis que sont méprisés les besoins fondamentaux des femmes. Leur prise de conscience les amène à situer les problèmes des femmes dans l'environnement au sens large (relations des femmes à l'État, relations Nord-Sud, etc.). Ainsi leur féminisme est devenu un éco-féminisme, même si elles n'en ont pas encore élaboré la théorie.

Andrée Michel